

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202619]

**4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/04 - (sous-bassins hydrographiques concernés : Escaut-Lys, Moselle, Ourthe et Semois-Chiers)**

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le livre Ier du Code de l'Environnement, les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys, approuvé par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 (*Moniteur belge* du 10 janvier 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en dates des 20 mars 2014 (*Moniteur belge* du 3 avril 2014), 20 septembre 2018 (*Moniteur belge* du 23 octobre 2018) et 6 décembre 2018 (*Moniteur belge* du 4 janvier 2019);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Moselle, approuvé par le Gouvernement wallon en date 10 novembre 2005 (*Moniteur belge* du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en date du 5 mars 2015 (*Moniteur belge* du 18 mars 2015);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe, approuvé par le Gouvernement wallon en date 10 novembre 2005 (*Moniteur belge* du 2 décembre 2005), et modifié par le Gouvernement wallon en dates des 19 avril 2012 (*Moniteur belge* du 3 mai 2012) et 20 septembre 2018 (*Moniteur belge* 23 octobre 2018);

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers, approuvé par le Gouvernement wallon en date 22 décembre 2005 (*Moniteur belge* du 10 janvier 2006), et modifié par le Gouvernement wallon en dates des 6 octobre 2016 (*Moniteur belge* du 25 octobre 2016) et 20 septembre 2018 (*Moniteur belge* 23 octobre 2018);

**MODIFICATIONS DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE**

Vu que le projet de modifications de PASH 2018/04 compte 9 demandes de modifications portant particulièrement sur :

- l'assignation du régime d'assainissement collectif pour la zone d'activités économiques Polaris sur le territoire communal de Péruwelz (modification n° 04.23);

- l'assignation du régime d'assainissement collectif pour l'extension de la zone d'activités économiques Bastogne 1 sur le territoire communal de Bastogne (modification n° 09.22);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du village d'Ocquier sur le territoire communal de Clavier (modification n° 10.42);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une partie de la route du Condroz sur le territoire communal de Seraing (modification n° 10.43);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone d'activités économiques Baillonville Nord sur le territoire communal de Somme-Leuze (modification n° 10.44);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue Cobru du village de Cobru sur le territoire communal de Bastogne (modification n° 10.45);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Remagne sur le territoire communal de Libramont (modification n° 10.46);

- l'assignation du régime d'assainissement autonome pour la zone d'activités économiques Rue du Luxembourg sur le territoire communal de Léglise (modification n° 12.69);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la Rue Saul Capron sur le territoire communal de Péruwelz (modification n° 12.70);

Considérant que conformément à l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau et des articles D.52 à D.61 du Code de l'Environnement, une évaluation environnementale des incidences sous la forme d'un rapport appelé rapport d'incidences environnementales (RIE) a été réalisée pour le projet de modification de PASH 2018/04;

Considérant que, suivant l'article R.289, § 1<sup>er</sup>, du Code de l'Eau, le Gouvernement a chargé la SPGE de soumettre ce projet de modification de PASH ainsi que son RIE à la consultation des communes concernées; des titulaires de prises d'eau potabilisables concernés et des Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Considérant que complémentirement, la SPGE a consulté le pôle « Environnement »;

Vu la demande d'avis envoyée le 22 novembre 2018 par la SPGE aux communes concernées, aux Directions générales compétentes du Service public de Wallonie et au Pôle Environnement;

Considérant que, conformément à l'article R.289, § 2, du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les septante-cinq jours de la demande de la SPGE (neuf jours supplémentaires en raison de la suspension de l'enquête publique durant les congés d'hiver); passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu l'avis défavorable de la SPGE sur la modification 12.70 et l'avis favorable sur les autres modifications du projet 2018/04, émis en date du 5 février 2019;

Vu les avis favorables ou réputés favorables (absence d'avis) des communes consultées pour l'ensemble des modifications proposées;

Vu l'avis défavorable de la commune de Léglise sur la modification 12.69 en raison d'un manque de justifications;

Vu que des éléments justificatifs ont été apportés par l'AIVE et qu'ils ont été intégrés au rapport visé par l'annexe I;

Vu le courrier de l'AIVE pour adapter le périmètre de la demande de modification 10.45 -Village de Cobru à Bastogne pour prendre en considération une parcelle supplémentaire;

Vu que les enquêtes publiques organisées par les communes concernées ont suscité des observations de riverains dans la commune de Clavier (modification n° 10.42 - Village d'Ocquier);

Vu l'avis favorable du pôle « Environnement » émis en date du 7 février 2019;

Vu l'avis favorable sous conditions du SPW-DGO3 sur le projet de modifications, émis en date du 12 février 2019;

Considérant que les remarques émises concernent particulièrement les modifications 10.46 et 12.70, et qu'elles concernent des obligations et recommandations à suivre lors des travaux d'assainissement et d'épuration prévus dans les périmètres des modifications;

Vu l'avis réputé favorable du SPW-DGO4 (absence d'avis);

Vu l'avis favorable de l'AviQ (déléguée par le SPW-DGO5) sur l'ensemble des modifications, émis en date du 11 janvier 2019;

Considérant les commentaires apportés par la SPGE et figurant dans le rapport de projet repris en annexe I de l'arrêté;

Considérant qu'au regard des éléments présentés ci-dessus :

- le périmètre de la modification 10.45 est adapté afin de prendre en compte une parcelle supplémentaire;
- la modification 12.70 est supprimée du projet de modification de PASH;
- les autres modifications sont maintenues au projet de modifications de PASH 2018/04.

Vu le rapport relatif au projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique 2018/04, visé à l'annexe I;

Vu la déclaration environnementale sur le projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n°2018/04 élaborée suivant les articles D.60 du Code de l'Environnement et R.289, § 2, du Code de l'Eau, visée à l'annexe II;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement approuve le projet de modifications de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/04 visé à l'annexe I et la déclaration environnementale visée à l'annexe II.

**Art. 2.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

---

#### Annexe I

Projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/04

Le rapport du projet de modifications de PASH n°2018/04 est composé d'un rapport relatif aux modifications de PASH comprenant les cartes associées à chaque modification, ainsi que le rapport d'évaluation des incidences environnementales (RIE).

Le rapport de projet synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'épurations, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments, ainsi que la déclaration environnementale, peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, 14-16, avenue de Stassart à 5000 NAMUR ainsi que sur le site de la SPGE : <http://www.spge.be> (Rubrique " PASH "; Sous-rubrique " Modifications ponctuelles ").

## Annexe II

Déclaration environnementale sur le projet de modifications du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique n° 2018/04

La déclaration environnementale a été rédigée conformément à l'article D.60 du Livre Ier du Code de l'Environnement. Elle résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le projet de modification de PASH 2018/04, et dont le rapport sur les incidences environnementales et les remarques émises ont été pris en compte.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202619]

**4. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung des Entwurfs zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/04 - (betroffene Zwischeneinzugsgebiete: Schelde-Lys, Mosel, Ourthe und Semois-Chiers)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Schelde-Lys, von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 10. Januar 2006) und am 20. März 2014 (*Belgisches Staatsblatt* vom 3. April 2014), am 20. September 2018 (*Belgisches Staatsblatt* vom 23. Oktober 2018) und am 6. Dezember 2018 (*Belgisches Staatsblatt* vom 4. Januar 2019) von der Wallonischen Regierung abgeändert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Mosel, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 2. Dezember 2005) und am 5. März 2015 (*Belgisches Staatsblatt* vom 18. März 2015) von der Wallonischen Regierung abgeändert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 2. Dezember 2005) und am 19. April 2012 (*Belgisches Staatsblatt* vom 3. Mai 2012) und am 20. September 2018 (*Belgisches Staatsblatt* vom 23. Oktober 2018) von der Wallonischen Regierung abgeändert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers, von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 genehmigt (*Belgisches Staatsblatt* vom 10. Januar 2006) und am 6. Oktober 2016 (*Belgisches Staatsblatt* vom 25. Oktober 2016) und am 20. September 2018 (*Belgisches Staatsblatt* vom 23. Oktober 2018) von der Wallonischen Regierung abgeändert;

## ABÄNDERUNGEN DES SANIERUNGSPANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

Aufgrund der Tatsache, dass der Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/04 neun Anträge auf Abänderungen enthält, die sich insbesondere auf Folgendes beziehen:

- die Zuweisung des kollektiven Sanierungsverfahrens für das Gewerbegebiet Polaris auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz (Abänderung Nr. 04.23);

- die Zuweisung des kollektiven Sanierungsverfahrens für die Erweiterung des Gewerbegebiets Bastogne 1 auf dem Gebiet der Gemeinde Bastogne (Abänderung Nr. 09.22);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Ocquier auf dem Gebiet der Gemeinde Clavier (Abänderung Nr. 10.42);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil der "Route du Condroz" auf dem Gebiet der Gemeinde Seraing (Abänderung Nr. 10.43);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gewerbegebiet Baillonville Nord auf dem Gebiet der Gemeinde Somme-Leuze (Abänderung Nr. 10.44);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "Rue Cobru" des Dorfes Cobru auf dem Gebiet der Gemeinde Bastogne (Abänderung Nr. 10.45);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Remagne auf dem Gebiet der Gemeinde Libramont (Abänderung Nr. 10.46);

- die Zuweisung des autonomen Sanierungsverfahrens für das Gewerbegebiet Rue du Luxembourg auf dem Gebiet der Gemeinde Léglise (Abänderung Nr. 12.69);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die " Rue Saul Capron " auf dem Gebiet der Gemeinde Péruwelz (Abänderung Nr. 12.70);

In der Erwägung, dass gemäß Artikel R.288 § 4 des Wassergesetzbuches und der Artikel D.52 bis D.61 des Umweltgesetzbuches eine Umweltverträglichkeitsprüfung in der Form eines Berichts genannt Umweltverträglichkeitsbericht ("UVB") für den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/04 durchgeführt wurde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung gemäß Artikel R.289 § 1 des Wassergesetzbuches die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("SPGE") beauftragt hat, diesen Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet sowie seinen "UVB" den betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zur Beratung zu unterbreiten;

In der Erwägung zusätzlich, dass die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("SPGE") den Pool "Umwelt" zu Rate gezogen hat;

Aufgrund des von der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("SPGE") am 22. November 2018 an die betroffenen Gemeinden, die zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und an den Pool "Umwelt" gerichteten Antrags auf Stellungnahme;

In der Erwägung, dass die Stellungnahmen gemäß Artikel R.289 § 2 des Wassergesetzbuches innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab dem Antrag der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("SPGE") übermittelt werden (neun zusätzliche Tage wegen der Aussetzung der öffentlichen Untersuchung während den Winterferien); nach Ablauf dieser Frist gelten die Stellungnahmen als günstig;

Aufgrund der am 5. Februar 2019 abgegebenen ungünstigen Stellungnahme der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("SPGE") zu der Abänderung 12.70 und ihrer günstigen Stellungnahme zu den anderen Abänderungen;

Aufgrund der günstigen oder als günstig geltenden Stellungnahmen (es liegen keine Stellungnahmen vor) der zu Rate gezogenen Gemeinden für die gesamten vorgeschlagenen Abänderungen;

Aufgrund der ungünstigen Stellungnahme der Gemeinde Léglise zu der Abänderung 12.69 wegen mangelnden Begründungen;

Auf Grund der Tatsache, dass die "AIVE" ("Association Intercommunale pour la Valorisation de l'Eau" Begründungen vorgelegt hat und dass diese in dem in Anhang I erwähnten Bericht eingefügt wurden;

Aufgrund des Schreibens der "AIVE", um den Umkreis des Antrags auf Abänderung 10.45 - Dorf Cobru in Bastogne anzupassen, damit eine zusätzliche Parzelle in Betracht gezogen wird;

Aufgrund der Tatsache, dass die von den betroffenen Gemeinden organisierten öffentlichen Untersuchungen Anlass zu Bemerkungen der Anwohner in der Gemeinde Clavier gegeben haben (Abänderung Nr. 10.42 - Dorf Ocquier);

Aufgrund der am 7. Februar 2019 abgegebenen günstigen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

Aufgrund der am 12. Februar 2019 abgegebenen bedingt günstigen Stellungnahme des Öffentlichen Dienstes der Wallonie-DGO3 zum Entwurf zu den Abänderungen;

In der Erwägung, dass die geäußerten Bemerkungen insbesondere die Abänderungen 10.46 und 12.70 betreffen und dass diese die Verpflichtungen und Empfehlungen betreffen, die während den in den Umkreisen der Abänderungen vorgesehenen Sanierungs- und Entwässerungsarbeiten zu befolgenden sind;

Aufgrund der als günstig geltenden Stellungnahme des Öffentlichen Dienstes der Wallonie-DGO4 (es liegt keine Stellungnahme vor);

Aufgrund der am 11. Januar 2019 abgegebenen günstigen Stellungnahme der "AviQ" ("Agence pour une Vie de Qualité") (beauftragt vom Öffentlichen Dienst der Wallonie-DGO5 zu den gesamten Abänderungen;

In Erwägung der von der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("SPGE") geäußerten Kommentare, die in dem in Anhang I des Erlasses angeführten Projektberichts angegeben werden;

In der Erwägung, dass angesichts der oben angeführten Elemente:

- der Umkreis der Abänderung 10.45 angepasst wird, um eine zusätzliche Parzelle zu berücksichtigen;

- die Abänderung 12.70 aus dem Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet gestrichen wird;

- die anderen Abänderungen in dem Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet 2018/04 beibehalten werden.

Aufgrund des in Anhang I erwähnten Berichts über den Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet 2018/04;

Aufgrund der in Anhang II erwähnten und gemäß den Artikeln D.60 des Umweltgesetzbuches und R.289 § 2 des Wassergesetzbuches erarbeiteten Umwelterklärung über den Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/04;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt,

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Regierung genehmigt den in Anhang I erwähnten Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/04 und die in Anhang II erwähnte Umwelterklärung.

**Art. 2** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. April 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## Anhang I

Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/04

Der Bericht über den Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/04 besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet, der die jeder Abänderung zugeordneten Karten, sowie den Umweltverträglichkeitsbericht ("UVB") enthält.

In diesem Projektbericht werden Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Instanzen und Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente, sowie die Umwelterklärung, können bei der "Société Publique de Gestion de l'Eau", 14-16, avenue de Stassart in 5000 NAMUR, sowie auf der Webseite der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("SPGE") eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "PASH"; Unterrubrik "Modifications ponctuelles").

## Anhang II

Umwelterklärung über den Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 2018/04

Die Umwelterklärung wurde gemäß Artikel D.60 des Buches I des Umweltgesetzbuches verfasst. Er fasst zusammen, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in den Entwurf zu den Abänderungen des Sanierungsplans 2018/04 pro Zwischeneinzugsgebiet eingliedert und der Umweltverträglichkeitsbericht und die geäußerten Bemerkungen berücksichtigt worden sind.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202619]

**4 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/04 - (betrokken onderstroomgebieden: Schelde-Leie, Moesel, Ourthe en Semois-Chiers)**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79 van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie, goedgekeurd door de Waalse Regering op 22 december 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 10 januari 2006), en gewijzigd bij de Waalse Regering van 20 maart 2014 (*Belgisch Staatsblad* van 3 april 2014) en van 20 september 2018 (*Belgisch Staatsblad* van 23 oktober 2018) en 6 december 2018 (*Belgisch Staatsblad* van 4 januari 2019);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Moesel, goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005), en gewijzigd door de Waalse Regering op 5 maart 2015 (*Belgisch Staatsblad* van 18 maart 2015);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe, goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005), en gewijzigd bij de Waalse Regering van 19 april 2012 (*Belgisch Staatsblad* van 3 mei 2012) en van 20 september 2018 (*Belgisch Staatsblad* van 23 oktober 2018);

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers, goedgekeurd door de Waalse Regering op 22 december 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 10 januari 2006), en gewijzigd door de Waalse Regering op 6 oktober 2016 (*Belgisch Staatsblad* van 25 oktober 2016) en 20 september 2018 (*Belgisch Staatsblad* van 23 oktober 2018);

**WIJZIGINGEN VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED**

Overwegende dat het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/04 9 aanvragen tot wijzigingen telt, die in het bijzonder betrekking hebben op:

- de toewijzing van de gemeenschappelijke saneringsregeling voor de bedrijfsruimte Polaris op het gemeentelijke grondgebied van Péruwelz (wijziging nr. 04.23);

- de toewijzing van de gemeenschappelijke saneringsregeling voor de uitbreiding van de bedrijfsruimte Bastenaken 1 op het gemeentelijke grondgebied van Bastenaken (wijziging nr. 09.22);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van het dorp Ocquier op het gemeentelijke grondgebied van Clavier (wijziging nr. 10.42);

- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor een gedeelte van de "route du Condroz" op het gemeentelijke grondgebied van Seraing (wijziging nr. 10.43);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor de bedrijfsruimte van Baillonville Nord op het gemeentelijke grondgebied van Somme-Leuze (wijziging nr. 10.44);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor de "rue Cobru" van het dorp Cobru op het gemeentelijke grondgebied van Bastenaken (wijziging nr. 10.45);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Remagne op het gemeentelijke grondgebied van Libramont (wijziging nr. 10.46);

- de toewijzing van het autonome saneringsstelsel voor de bedrijfsruimte Rue du Luxembourg op het gemeentelijke grondgebied van Léglise (wijziging nr. 12.69);

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "Rue Saul Capron" op het gemeentelijke gebied van Péruwelz (wijziging nr. 12.70);

Overwegende dat overeenkomstig artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek en de artikelen D.52 tot D.61 van het Milieuwetboek, een milieueffectbeoordeling is uitgevoerd in de vorm van een rapport, milieueffectrapport (RIE) genoemd, voor het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/04;

Overwegende dat overeenkomstig artikel R.289, § 1, van het Waterwetboek, de Regering de "SPGE" ermee heeft belast dit ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied alsook het milieueffectrapport (RIE) ervan, te onderwerpen aan de raadpleging van de betrokken gemeenten, van de betrokken houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Overwegende dat de "SPGE" de Beleidsgroep "Leefmilieu" ter aanvulling heeft geraadpleegd;

Gelet op de adviesaanvraag gezonden op 22 november 2018 door de "SPGE" aan de betrokken gemeenten, aan de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst en aan de Beleidsgroep Leefmilieu;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel R.289, § 2, van het Waterwetboek, de adviezen binnen vijftien dagen na de aanvraag van de "SPGE" (negen bijkomende dagen wegens de schorsing van het openbare onderzoek tijdens de wintervakantie) worden overgemaakt; na afloop van die termijn, worden de adviezen geacht gunstig te zijn;

Gelet op het ongunstige advies van de "SPGE" over de wijziging 12.70 en het gunstige advies over de andere wijzigingen van het project 2018/04, uitgebracht op 5 februari 2019;

Gelet op de gunstige of gunstig geachte adviezen (gebrek aan advies) van de gemeenten geraadpleegd voor het geheel van de voorgelegde wijzigingen;

Gelet op het ongunstige advies van de gemeente Léglise over de wijziging 12.69 wegens een gebrek aan rechtvaardigheden;

Overwegende dat bewijsstukken door de "AIVE" zijn verstrekt en dat ze in het rapport bedoeld bij bijlage I zijn opgenomen;

Gelet op het schrijven van de "AIVE" om de omtrek van de aanvraag tot wijziging 10.45 - Dorp Cobru te Bastenaken aan te passen om een bijkomend perceel in aanmerking te nemen;

Overwegende dat de openbare onderzoeken georganiseerd door de betrokken gemeenten tot opmerkingen van de omwonenden van de gemeente Clavier (wijziging nr. 10.42 - Dorp Ocquier) hebben geleid;

Gelet op het gunstig advies van de beleidsgroep "Leefmilieu", uitgebracht op 7 februari 2019;

Gelet op het voorwaardelijk gunstig advies van de Waalse Overheidsdienst - DGO3 betreffende het ontwerp tot wijzigingen, uitgebracht op 12 februari 2019;

Overwegende dat de opmerkingen in het bijzonder betrekking hebben op de wijzigingen 10.46 en 12.70, en dat zij betrekking hebben op verplichtingen en aanbevelingen die moeten worden nageleefd bij de sanerings- en afwateringswerkzaamheden bedoeld in de omtrek van de wijzigingen;

Gelet op het gunstig geacht advies van de SPW-DGO4 (gebrek aan advies);

Gelet op het gunstig advies van het "AviQ" (gemachtigd door de Waalse Overheidsdienst - DGO5) op het geheel van de wijzigingen, uitgebracht op 11 januari 2019;

Gelet op de opmerkingen vanuit "SPGE" vermeld in het ontwerpverslag opgenomen in bijlage I van het besluit;

Overwegende dat ten aanzien van bovenstaande elementen:

- de omtrek van de wijziging 10.45 wordt aangepast om een bijkomend perceel in aanmerking te nemen;

- de wijziging 12.70 uit het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied wordt geschrapt;

- de andere wijzigingen worden gehandhaafd in het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/04.

Gelet op het rapport betreffende het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/04, bedoeld in bijlage I;

Gelet op de milieuverklaring betreffende het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/04 uitgewerkt overeenkomstig de artikelen D.60 van het Milieuwetboek en R.289, § 2, van het Waterwetboek, bedoeld in bijlage II;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het ontwerp van wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/04 bedoeld in bijlage I en de milieuverklaring bedoeld in bijlage II worden door de Regering goedgekeurd.

**Art. 2.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

## Bijlage I

Ontwerp van wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/04

Het rapport van het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/04 bestaat uit een rapport met betrekking tot de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten, alsook het milieueffectrapport (RIE).

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit rapport van ontwerp samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name in termen van uitvoering van de verzamelaar- en rioleringsnetten binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze bestanddelen, alsook de milieuverklaring, liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer), 14-16, avenue de Stassart, te 5000 NAMEN, en kunnen ook op de website van de "SPGE" ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek "PASH"; Onderrubriek "Modifications ponctuelles").

## Bijlage II

Milieuaangifte met betrekking tot het ontwerp tot wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied nr. 2018/04

De milieuaangifte is opgesteld overeenkomstig artikel D.60 van Boek I van het Milieuwetboek. Ze is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in de ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied 2018/04, en waarop het milieueffectenrapport en opmerkingen in overweging werden genomen.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202612]

**25 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant création au sein du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports d'une cellule d'assistance technique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 juin 2001 instituant une autorité indépendante du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant création au sein du MET d'une cellule d'assistance technique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 relatif au fonctionnement de l'autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 avril 2019;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique et du Ministre des Aéroports

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant création au sein du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports d'une cellule d'assistance technique, les mots « - Mme Bénédicte Duquesne, graduée, pour assurer l'assistance technique visée à l'article 4 du décret du 8 juin 2001. » sont supprimés.

**Art. 2.** Une copie du présent arrêté sera transmise à l'intéressée pour notification.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 4.** Le Ministre des Aéroports et la Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 avril 2019.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI